

ANATOLY TORKUNOV

Recteur de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (université MGIMO)

Choi Young-Jin, professeur à l'université Yonsei, ancien ambassadeur aux Etats-Unis, ancien chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire

Next, we unfortunately do not have any representative from Japan or China, but we have one from Russia, Mr Anatoly Torkunov, who is a diplomatic scholar. He currently serves as rector of the Moscow Institute of International Relations, as president of the Russian International Studies Association, and also as the co-chairman of the Russian Japanese History Commission. Mr Anatoly, you have the floor.

Anatoly Torkunov, Recteur de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (université MGIMO)

Merci beaucoup, professeur Choi. Toutes ces discussions sur la reprise du dialogue entre les deux Corées, sur les nouvelles mesures prises par les parties impliquées dans ce processus, m'ont rappelé 1972. À l'époque, je travaillais pour notre ambassade à Pyongyang – mon premier poste diplomatique après l'université. Je me souviens de cette époque parce que nous avons été très heureux d'apprendre la signature de l'accord commun entre la Corée du Nord et du Sud à l'été 1972, qui suscitait beaucoup d'espoir. Nous imaginions des perspectives très encourageantes pour la péninsule et les deux Corées. D'ailleurs, à l'époque, nous n'avions pas de relations diplomatiques avec la Corée du Sud et nombre d'entre nous rêvions de nous y rendre pour y travailler et apprendre à connaître le pays car nous lisions beaucoup de choses sur les réformes entreprises par le président Park Chung-hee dans les années 1960 et 1970.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du fleuve Han depuis mais, malheureusement, nous revenons toujours aux mêmes sujets et nous évoquons inlassablement la reprise du dialogue. Je dois dire que la réalité actuelle est bien plus complexe que pendant la guerre froide. À l'époque, la sécurité dans la péninsule était plus ou moins garantie par les superpuissances nucléaires antagonistes. Aujourd'hui, nous assistons à un jeu complexe d'intérêts nationaux divergents, tant de la part des grandes puissances que de celles de moindre envergure, chacune jouant sa propre partition dans le jeu géopolitique.

La péninsule coréenne demeure le nœud de problèmes bilatéraux, régionaux et globaux. Ses principaux acteurs en sont les deux Corées et les quatre puissances. Les deux Corées restent des acteurs de premier plan avec des priorités absolument incompatibles. Les relations intercoréennes suivent un schéma qui se répète encore et encore. Une crise cède le pas à une détente, qui est à son tour remplacée par un regain d'hostilité. Nous avons pour habitude de supposer que la guerre de Corée de 1950-1953, qui n'a toujours pas formellement pris fin, avait commencé par une guerre civile entre des élites concurrentes, mais par la suite les deux parties ont été soutenues par des forces extérieures et le conflit a gardé sa dimension internationale, même encore aujourd'hui.

Dans l'essence, les relations intercoréennes restent inchangées. Aucune des deux parties en présence n'a atteint ses objectifs de la guerre de Corée et chacune pense que seule une victoire complète sur son ennemi et la capitulation de ce dernier pourrait y mettre un terme. Sous le règne de Kim Jong-un, aucune révolution majeure n'est à attendre. La politique de Séoul a gagné en pondération. La Corée du Nord a de son côté connu un regain de tension en 2013, qui s'est également calmé. Néanmoins, même encore aujourd'hui, les intentions des deux côtés restent incompatibles.

Pyongyang souhaite un soutien de grande échelle de la part de la Corée du Sud, qui pourrait renforcer le régime sans conditions, notamment le droit de Pyongyang à la sécurité en lien avec la dissuasion nucléaire. Le Sud, par le biais de sa *trustpolitik*, tente de maîtriser la situation et d'ouvrir la Corée du Nord, tout en induisant de subtils changements dans le Nord en vue d'une destitution éventuelle de la dynastie Kim et d'une unification aux conditions sud-coréennes.

Le prétexte d'une dénucléarisation préalable et d'étapes significatives en ce sens empêche à mon avis toute avancée pragmatique visant à une amélioration cordiale des relations. Parallèlement, Pyongyang reste très suspicieux à l'égard des motifs sud-coréens. Et on ne peut bien évidemment pas demander à la Corée du Nord de céder sur les questions essentielles liées à la protection de son système de gouvernance. Le fait même que les deux Corées partagent un certain nationalisme et tiennent à résoudre leurs problèmes sans interférence extérieure donne quelque espoir pour l'avenir. Néanmoins, la dimension internationale de la guerre de Corée au début des années 1950 a entraîné une situation dans laquelle les deux Corées ne peuvent régler leurs comptes indépendamment sans l'intervention des grandes puissances, même si l'intérêt de ces grandes puissances diffère énormément.

J'aimerais m'attarder un peu plus sur la position des États-Unis et de la Russie. Les États-Unis restent le principal acteur dans la région et Washington privilégie à l'heure actuelle une politique d'endiguement de la Corée du Nord, la politique dite de patience stratégique, tout en maintenant une forte emprise politique et militaire sur la Corée du Sud. Preuve de la volonté des États-Unis de garder sous contrôle la Corée du Sud et de limiter sa marge de manœuvre en matière de politique étrangère, le pays est inclus dans le déploiement des systèmes de défense en région d'altitude destinés à contrer la Chine et la Russie. Pour les États-Unis, cette maturation géopolitique revêt une importance primordiale. Les efforts croissants pour contenir la Chine incarnent le motif le plus évident de l'attention portée à la question coréenne.

La reconnaissance internationale du régime nord-coréen et la normalisation de la situation sur la péninsule remettraient en question la présence militaire américaine dans la région de même que la création d'un système de défense antimissile en Asie du Nord-Est. L'administration Obama n'a pas développé de stratégie articulée à l'égard de la Corée du Nord. Hier dans l'avion, je lisais des commentaires sur la récente visite de l'envoyé spécial en Corée nouvellement nommé, M. Sung Kim. J'en ai conclu que rien de nouveau n'avait émergé, ni idées nouvelles, ni propositions, ni initiatives. Ce qui en retour alimente les craintes de l'élite nord-coréenne que Washington espère un cataclysme dans le pays et son absorption par la Corée du Sud, ou un changement de leadership qui rendrait Pyongyang plus malléable.

Pour Moscou, la stabilité et la prévention d'un conflit sur sa frontière orientale, à même d'entraîner des changements géopolitiques, restent un élément clé. Par conséquent, toutes les autres considérations et priorités doivent être tenues pour secondaires. Malheureusement, on peut se demander si l'objectif de la dénucléarisation de la Corée du Nord est réalisable pour le moment, aussi tout processus diplomatique ne reste-t-il qu'un outil pour atténuer le risque, faire en sorte que Pyongyang cesse d'améliorer son arsenal et ainsi prévenir la prolifération nucléaire. Bien entendu, la question du programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord et celle de la prolifération des armes de destruction massive sont essentielles et doivent être résolues, mais pas au détriment de la stabilité. Il n'est toutefois pas nécessaire pour la Corée du Nord d'utiliser ces missiles si ses relations avec ces pays sont normalisées et que la possession par Pyongyang de ces armes dangereuses n'est pas un scénario du pire, sous réserve qu'elles soient manipulées de manière responsable.

Parallèlement, la question de la non-prolifération ne peut pas être résolue de manière appropriée sans aborder les questions plus larges en matière de sécurité. Pour les experts russes, la quête de l'arme nucléaire par la Corée du Nord est une résultante de la guerre froide, quand la sécurité du pays était garantie par les superpuissances. L'effondrement de l'Union soviétique a dangereusement dégradé l'équilibre dans la péninsule et entraîné la possibilité d'un recours à la force. Les réformes potentielles dans les pays voisins représentent une chance pour Moscou d'améliorer sa position en Asie du Nord-Est, de renforcer le rôle de ses entreprises et les projets régionaux essentiels sur les plans géoéconomique et géopolitique, à l'instar du gazoduc vers la Corée du Sud via le territoire nord-coréen et du chemin de fer Trans-Corée relié au Transsibérien.

Ces réformes contribueraient à la mise en œuvre de ces projets qui, à leur tour, participeraient à la stabilisation de la situation économique en Corée du Nord. Vous le savez sans doute, les relations Russie/Corée du Nord jouent un rôle prépondérant dans le renforcement de la position du pays en Asie du Nord-Est. Une détérioration des relations avec Pyongyang a entraîné à plusieurs reprises le déclin de l'influence de la Russie dans la résolution des problèmes directement liés à ses intérêts nationaux. Et la Russie a toujours défendu les intérêts juridiques de la Corée du Nord et lutté contre l'isolement du pays.

Je suis d'avis que le processus diplomatique doit être exhaustif et non pas centré uniquement sur le problème nucléaire nord-coréen. Bien au contraire, il doit intégrer de manière exhaustive les questions de sécurité, y compris la normalisation des relations entre toutes les parties. Une solution est également possible par des biais politiques et diplomatiques, de préférence un processus diplomatique multipartite, qui ne doit pas être considéré comme un jeu à somme nulle. Un nouveau système de sécurité dans et autour de la péninsule coréenne doit tenir compte de l'intérêt légitime de toutes les parties.

Ainsi, un nouveau concept de maintien de la paix sur la péninsule, basé sur un système d'accords transversaux entre les six participants au processus, pourrait être le fruit de ces négociations à six parties. Un tel système garantirait sur le plan juridique les droits et obligations de tous les participants à l'égard des autres membres vis-à-vis de la situation dans la péninsule coréenne, et permettrait de surveiller le respect de ces obligations. Auquel cas, la mise en œuvre des obligations bilatérales qui découleraient, par exemple, de l'accord entre la Corée du Nord et les États-Unis, serait soumise à un contrôle par des pays comme la Chine et la Russie. En retour, les relations entre la Corée du Sud et les États-Unis pourraient faire l'objet d'une surveillance étroite de la part de la Corée du Nord. Un tel système pourrait intégrer les obligations découlant des accords existants à l'égard de la péninsule coréenne.

Ce cadre pourrait résoudre la question de la dénucléarisation de la Corée du Nord. Merci.

Choi Young-Jin, professeur à l'université Yonsei, ancien ambassadeur aux Etats-Unis, ancien chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire

Thank you, Anatoly, for sharing your thoughts. We particularly appreciate your presenting the crux of the matter in terms of a relationship. You explained that North Korea wants large scale assistance from South Korea to strengthen its regime. On the other hand, South Korea wants a rapprochement with North Korea, even providing large assistance with a view to changing its strategy and its society. There is a sort of deadlock. We also take note of the explanation about the nuclear issue. This question is not a stand alone issue. This is linked with larger regional security, as well as the North Korean question itself.

I would like to thank the five panellists for presenting their views in a very succinct and clear manner. The upshot is we have 15 minutes for exchange with the floor. Unless you, panelists, would like to react to some comments, I would like to open the floor to the audience. You have the floor.